

Objectif capture d'astéroïde

...ement a suscité une vive émotion:
...vri, un petit aéroïte s'écrasait
...bérie, blessant 1500 personnes. Et
...me était capable de détourner un
...le menaçant la Terre? C'est notam-
...ans cet espoir que la NASA va tenter
...rer un astéroïde transitant près de
...e, de le capturer puis de le remor-
...in de le placer en orbite stable
...de la Lune. Autre objectif: une ex-
...on minière des astéroïdes. **Page 8**

Actu avec vous

Internet L'info genevoise
sur www.geneve.tdg.ch

Mobile Les alertes de votre
choix sur www.mobile.tdg.ch



us déménagez?
valeurs méritent que l'on
renne soin avec sérieux!
www.aged.ch
asez un déménageur certifié AGED
Certifié Charte Qualité
AGED 2013
rafic - Chasseur Express
Déménagements - DGM Veron Grauer
M. - Harsch Henri HH - Interdean
Pelichet NLC - Ritschard

La Suisse leur demande pardon



Enfance volée Pendant un siècle, des dizaines de milliers d'enfants ont été internés dans des institutions ou placés de force dans des familles, corvéables à merci, sans la moindre protection, souvent abusés sexuellement. Leur tort: être orphelin, enfant illégitime ou né de parents pauvres ou «dévoyés». Hier à Berne, la Suisse leur a demandé pardon, par la voix de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga. **Page 3** PAUL SENN

plus reculés, rêvait de devenir, après des travaux tout saufs chirurgicaux - plantation d'arbres et spectaculaire élargissement des trottoirs - une sorte de grande terrasse à deux pas de l'Arve. Un aménagement raté a coulé ces belles promesses.

Aujourd'hui, emprunter le pont depuis les Vernets ne mène nulle part. Coupée en deux à la hauteur du boulevard Carl-Vogt, la rue de l'Ecole-de-Médecine n'offre, en effet, qu'un répit éphémère aux automobilistes, forcés de revenir tôt ou tard sur des artères bien plus fréquentées pour poursuivre leur périple. Absurde! Plus ridicule encore, les larges trottoirs accueillent certes des terrasses de bistrot, mais aussi... des voitures! Sublime cohabitation.

La faute à qui? A la Ville plus qu'à l'Etat. Ce dernier, c'est vrai, a décidé d'installer une voie de bus qui a débouché sur ce double sens unique que le monde entier nous envie déjà. Mais au-delà, pour quelle subtile raison la Ville ne bannit-elle pas les autos des trottoirs? Car on ne parle pas ici de parage indispensable. Juste d'une quinzaine de places comme autant de verrues sur ces terrasses qui savent se faire festives. De surcroît, à deux pas dorment deux monstres souterrains, du genre aspirateurs à voitures, les parkings d'Uni Mail et de Plainpalais.

L'Etat et la Ville se renvoyant néanmoins la balle, on est dans l'impasse, à l'image de la rue. Pour le malheur de la Fondation Wilsdorf, qui a financé le pont, des commerçants du boulevard voisin, asphyxiés par les gaz d'échappement, et des flâneurs de l'Ecole-de-Médecine. Reste des heureux, tout de même: les usagers du nouveau bus et les habitants d'une rue un peu plus calme. Pour rendre le sourire aux autres, il serait bon que Ville et Etat accordent leurs violons. En discutant autour d'une table. Sur une terrasse par exemple... **Page 20**



Internement

Berne demande pardon pour les enfances volées

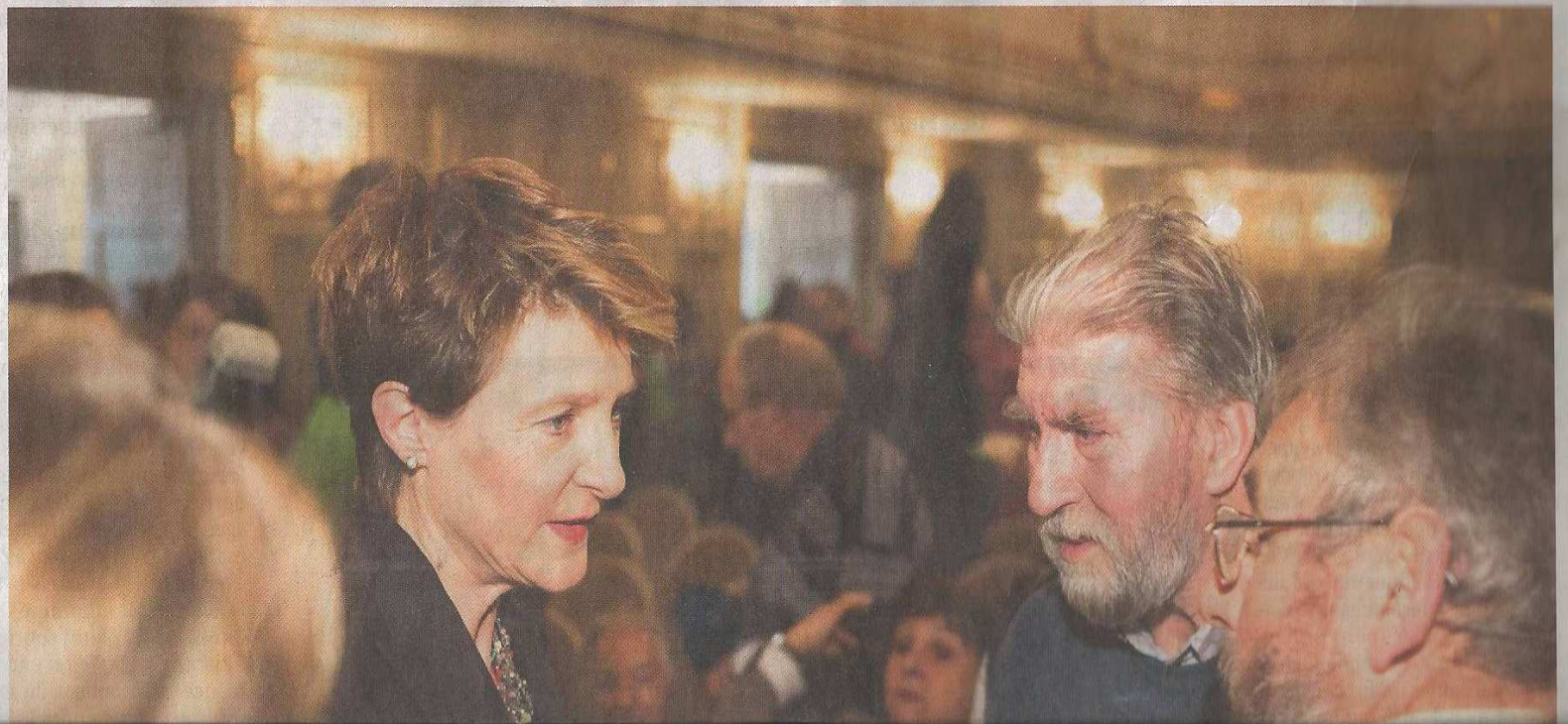
Simonetta Sommaruga a présenté ses excuses aux milliers de victimes enlevées à leurs familles. Elle ouvre la porte à d'éventuels dédommagements financiers

L'essentiel

- **Cérémonie** Jusqu'en 1981, des dizaines de milliers d'enfants ont été placés de force en Suisse. Une commémoration a réuni quelque 700 personnes hier à Berne.
- **Mesures** Au-delà des excuses officielles, la ministre de la Justice Simonetta Sommaruga a annoncé la nomination d'un délégué qui devra aborder les questions d'ordre juridique, voire financier.
- **Témoignages** Les victimes racontent leurs souffrances.

Martine Clerc Berne

On a de la peine à croire que ça s'est passé chez nous, il n'y a pas si longtemps. Jus-



d'enfants ont été internés dans des institutions ou placés de force dans des familles, le plus souvent des paysans. Sans explication, sans protection juridique. Corvéables à merci, certains ont été battus, mal nourris, voire abusés sexuellement. Leur «tort»: être orphelins, enfants illégitimes ou fils et filles de parents pauvres ou «dévoyés».

Hier à Berne, ces adultes à l'enfance volée se sont retrouvés sous les lustres scintillants du Kulturcasino, à l'occasion de la cérémonie de commémoration pour les «victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance». Parmi elles figurent les internés administratifs, stérilisés de force, ou les personnes incarcérées sans jugement. Jean-Louis Claude, 70 ans, silhouette élégante, est passé par là. «A 4 ans, j'ai été placé avec mon frère dans une famille de paysans à Savigny (VD). Ça a été une période terrible. Nous dormions avec les souris et les rats, à côté de la porcherie. J'ai tellement souvent essayé de m'enfuir qu'à 4 ans et demi, je fus systématiquement attaché nu aux machines agricoles.» Par la suite, dans une institution fribourgeoise, Jean-Louis Claude sera à plusieurs reprises abusé sexuellement.

Jean-Louis, Ursula, Bernadette, Rosmary. Ils étaient là hier, venus avec un ami, un enfant, un compagnon, parmi un millier de personnes. Face à ces victimes, toutes les instances qui ont organisé, avalisé ou fermé les yeux sur ces pratiques étaient pour la première fois réunies: la Confédération, représentée par la ministre de la Justice Simonetta Sommaruga, des représentants des cantons et des communes, ou encore des Eglises.

«Mon crime: être enceinte»

Daniel Cevey, 70 ans, a fait le déplacement. Dès l'âge de 1 an, avec ses cinq frères et sœurs, le Vaudois a été trimbalé d'institution en institution, laïques ou religieuses. Sa mère, sans argent, fut quant à elle internée pendant sept ans. «Ils nous ont volé notre mère, notre enfance, ils ont gâché toute ma vie, rage-t-il. Je ne sais plus combien de coups j'ai reçus et je n'ai jamais pu suivre un apprentissage.»

Sur la scène, des victimes se succèdent pour témoigner. Des récits bouleversants. La voix étranglée, la Zurichoise Ursula Biondi, de l'association pour la



La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a rencontré hier à Berne des victimes d'internement ou de placement forcé. MARIUS AFFOLTER

«Ils nous ont volé notre mère, notre enfance, ils ont gâché ma vie. Je ne sais plus combien de coups j'ai reçus. Je vais continuer à me battre. Ce que j'ai entendu, ça m'a rechargé les batteries!»

Daniel Cevey Enlevé à sa maman à l'âge de 1 an, aujourd'hui âgé de 70 ans

«J'ai été internée à la prison des femmes de Hindelbank en 1967, sans qu'aucun tribunal ne m'ait condamnée. J'avais 17 ans. Mon crime: être jeune, passionnée et enceinte de mon grand amour, sans être mariée»

Ursula Biondi De l'association pour la Réhabilitation des internés administratifs

Réhabilitation des internés administratifs se lance la première: «J'ai été internée à la prison des femmes de Hindelbank, dans le canton de Berne, en 1967, sans qu'aucun tribunal ne m'ait condamnée. J'avais 17 ans. Mon crime: être jeune, passionnée et enceinte de mon grand amour, sans être mariée. L'Etat a souhaité me «rééduquer.» Et la sexagénaire de dénoncer: «Beaucoup d'entre nous ont été brisés. Nous avons été souillés parce que la société nous a considérés comme des déchets. Ces blessures psychiques ne guérissent jamais.» Dans la salle, on s'essuie les yeux derrière les lunettes.

«Dignité humaine violée»

«Ce jour n'est pas un jour facile. C'est un jour important», a souligné hier la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga. Pour les victimes, mais aussi «pour la Suisse et pour l'histoire de notre pays». Extraits de son discours.

«De nombreuses femmes et de nombreux hommes dans cette salle savent ce que cela signifie d'être placé, sans protection, sans explication, dans un foyer étranger, d'être méprisé, d'être abaissé, d'être humilié.» Maltraitements physiques et psychiques, abus sexuels, stérilisations ou avortements forcés, femmes contraintes de donner leurs enfants... La ministre a souligné que «tout cela est arrivé, et rien de cela ne doit jamais plus se produire».

Bernadette Gächter prend à son tour la parole. Elle a vécu l'horreur dans le canton de Saint-Gall. «Je suis une de ces femmes qui, pour des raisons eugéniques, ont été poussées à l'avortement et stérilisées. C'était en 1972, j'avais 18 ans. Ma mère biologique n'était pas en mesure de s'occuper de moi et a été elle aussi stérilisée. Comme on stérilise une chatte pour éviter quatre portées par an.» La démarche du médecin est approuvée par le curateur de la jeune fille, «avec la bénédiction du curé». «Aujourd'hui encore, je me sens comme si on m'avait arraché l'âme du corps. Aucune excuse, ni

d'ailleurs rien du tout ne pourra me rendre ce qu'on m'a pris.»

Vers un dédommagement?

Les excuses, justement, sont au menu des discours officiels. Celui de Simonetta Sommaruga est très attendu. Et applaudi. «Ce jour n'est pas un jour facile», débute-t-elle. C'est «un jour important pour vous», mais il l'est aussi «pour nous tous, pour la Suisse - et pour l'histoire de notre pays», déclare-t-elle, avant de demander pardon «au nom du gouvernement suisse, sincèrement et du fond du cœur, pour les souffrances qui vous ont été infligées». Et la conseillère fédérale de promettre que cette cérémonie n'est pas une fin, mais un début: l'ancien conseiller aux Etats Hansruedi Stadler (PDC/UR) a ainsi été nommé «délégué aux victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance». Il sera chargé d'engager un processus qui permettra d'aborder des questions d'ordre juridique, voire financier. Un dernier point crucial.

«Les excuses ne suffisent pas, confirme Michèle Loubhane, 64 ans, les yeux rougis à la sortie de la cérémonie. On a besoin de réparation financière. Et il faut que ça arrive avant que les victimes ne meurent.» La Neuchâteloise s'est vu retirer deux de ses filles conçues hors mariage, et a vécu l'internement. Cette bataille des associations pour des dédommagements financiers - à l'image de ce qu'ont reçu en 1987 les enfants yéniches enlevés à leurs parents par Pro Juventute - s'annonce longue et difficile. Mais Daniel Cevey se battra comme un lion. «Ce que j'ai entendu, ça m'a rechargé les batteries!»

Et de dénoncer: «Priver un enfant de ce dont tous les enfants ont besoin - l'amour, l'affection, l'attention et le respect - c'est faire preuve de cruauté. Lorsqu'un enfant - ou un adulte - doit en plus supporter des violences psychiques ou physiques et qu'on lui ôte l'espoir de voir quelqu'un le protéger, c'est une violation de la dignité humaine.»

Même si «tous les enfants placés de force n'ont pas vécu un calvaire», même si «aucun mot, si soigneusement choisi soit-il, ne saurait défaire ce qui a été fait», la ministre a conclu: «Au nom du gouvernement suisse, sincèrement et du fond du cœur, je vous demande pardon pour les souffrances qui vous ont été infligées.» **C.Z.**